

Les mots qui servent de titre à cet exposé désignent d'emblée deux domaines dont les relations sont problématiques : la politique et la morale. A un moment de l'histoire où la politique s'est dévalorisée, où les démocraties souffrent d'un manque d'engagement des citoyens, on est tenté de redonner sens et prestige à cette activité nécessaire en retrouvant une relation perdue entre morale et politique. Mais le problème se complique. Si la morale est de retour, comme objet digne d'intérêt pour la réflexion, son contenu est lui-même problématique. Tout le monde se réfère aux valeurs, mais ce retour en force du discours sur les valeurs morales les évoque souvent de manière magique, sans prendre la peine d'une analyse suffisante, comme si les valeurs étaient évidentes. L'idée répandue est aussi qu'un peu de réflexion sur les valeurs suffira à redonner à la politique sa noblesse perdue.



I Le discours problématique sur les valeurs.

Ayant à réfléchir sur la notion de valeur, je ne puis échapper à une question préalable: comment se fait-il que ce mot aussi dévalué que les leçons de morale ait soudain ressurgi dans la conscience collective?

Je suggère trois pistes pour examiner cette question. Tout d'abord, l'échec des utopies révolutionnaires nous prive désormais d'un fondement de l'action personnelle et sociale sur la vision d'un autre monde, d'une autre société dont la recherche ~~des~~ donnerait sens à l'action. Nous opérons donc un repli sur cette société telle qu'elle est. Il nous faut des critères pour décider ici du bon et du mauvais. Le choix n'est plus entre le mauvais, ce monde humain où nous sommes et le bon, une société idéale espérée. De plus, il ne faut pas sous-estimer l'immense déception qu'il s'est installée là où l'on espérait que les sciences & humaines donneraient des réponses globales et certaines. Enfin, nous sommes désormais dans des sociétés devenues conscientes de leur fragilité, d'où l'importance



d'une réflexion sur le meilleur, sur le moindre mal. Dernière l'interrogation sur les valeurs vient alors le souci de préserver la cohérence du social, de s'accorder sur les critères d'une coexistence, d'une vie en commun. On devine que ces critères ne sont pas évidents, qu'ils ne découlent pas d'une nécessité naturelle, qu'ils sont confiés à la ~~vole~~ bonne volonté de chacun.

α

Or, une première remarque s'impose à nous : le succès des valeurs n'en garantit aucunement l'évidence. De quoi parle-t-on finalement ?

Les valeurs ne sont pas des choses, des réalités offertes à la perception ou à une connaissance rigoureuse. Chose étrange, la liste des mots susceptibles de désigner des valeurs est impossible à établir. Faut-il en conclure que les valeurs sont innombrables ? Sûrement pas.

On dira prudemment : aucune valeur ne s'identifie à un seul mot. Il est probable que la valeur morale échappe dès qu'on veut l'enfermer dans un seul mot. Il n'est pas difficile de montrer que dans la réflexion sur une valeur, on est vite conduit à relier des mots qui sembleraient d'abord s'opposer ou du moins se situer de manière indépendante. L'exemple des conflits de valeurs est ici remarquable. Supposons un conflit entre justice et liberté.



Si l'on approfondit un peu le sens de chacun de ces mots, on voit que la contradiction les ruine. Car si la justice nie définitivement la liberté, y a-t-il encore de la justice là où une propriété essentielle de l'humanité est blessée voire annulée ? Et réciproquement, la liberté qui nierait tout sens de justice se détruirait comme valeur.

Faut-il en conclure à l'unité voire à l'unicité de la valeur ? Mais le mot qui prétendrait supplanter tous les autres, exclurait fatalement des aspects essentiels de la valeur. Autrement dit, voici l'étrange situation où nous sommes : si vous insistez sur le nombre des mots, sur la multiplicité et l'éclatement des valeurs, je vous ~~Fundação~~ ~~Guidar o Futuro~~ ~~apportant~~ en profondeur un principe d'unité, une cohérence nécessaire qui est celle de la conscience morale. Si vous avancez l'idée d'exhiber l'unité de la valeur comme réalisée, mise en évidence, je vais dénoncer la réification des valeurs, et je vais vous montrer que vous menacerez des aspects essentiels de la valeur.

Cette simple remarque sur la multiplicité et sur l'unité des valeurs a une conséquence



évidente. Elle nous invite à explorer dans ces discours sur les valeurs ces moments où les mots deviennent de dangereux fétiches qui trahissent la valeur même qu'ils prétendent servir et maintenir. Je voudrais donc déjà insister sur l'extrême difficulté, sur les risques du discours sur les valeurs.

Ce point mérite un rapide examen. À côté de la difficulté nominative des valeurs, je voudrais évoquer le statut tout à fait particulier du discours sur les valeurs. Dans un discours conceptuel, les états d'âme, la qualité existentielle de celui qui parle, n'ont aucune incidence sur le sens même du concept développé. Les phrases se suffisent à elles-mêmes, leurs qualités intrinsèques seules comptent ; le sens qu'elles portent en elles-mêmes est tout leur sens. Dans un discours sur les valeurs, il en va tout autrement.

Prenons d'un exemple. Un homme manifestement injuste fait l'éloge de la justice, supposons qu'en train d'exposer à un auditoire le sens de la justice, la nécessité d'être juste Il est bien clair que le sens même de ce qu'il dit est complètement trouillé par la qualité désastreuse de sa relation avec cette justice qu'il prétend vouloir comprendre. On peut dire que dans le discours sur les valeurs,



ma relation existentielle, pratique avec ce que je dis fait partie inévitablement du message ; mon rapport avec ce que je dis conditionne le sens que l'auditeur pourra entendre. La question qui circule pourtant dans la Société que fait parler Platon est ici inévitable : qui es-tu pour pouvoir dire ce que tu dis ? Comment es-tu engagé existentiellement, personnellement, sur l'éducation, pour prétendre la définir ?

Dans le domaine éthique, quand on parle des valeurs, l'implication de la personne qui parle s'intègre au sens de ce qu'elle dit. Il n'y a pas de discours neutre, objectif, sur les valeurs.

Cette réflexion pourrait expliquer la difficulté voire l'impossibilité de la réflexion morale. Le problème est vaste. C'est le discours sur l'ensemble des valeurs qui est ainsi mis en question. Il est bien clair que le manque de vertu civique de l'élu d'une démocratie use voire tue la démocratie. Certains discours abîment les mots dont ils abusent, et à terme contribuent à l'effacement des valeurs qu'ils prétendent servir.



Cette analyse ne conduit-elle pas à disculper voire à disqualifier tout discours sur les valeurs ? Un petit récit nous indiquera une issue. Il fait appel à des souvenirs d'écoliers. Chacun se souvient de Socrate. Le messager de la divinité dit que Socrate est le plus sage. Celui-ci ne se voit pas sage. Et il pense pouvoir montrer facilement qu'il y a à Athènes des gens bien plus sages que lui. Il entreprend cette enquête. Je passe sur les étapes remarquables de cette recherche. La conclusion m'importe. Socrate en vient à ce constat : certes la seule supériorité que je me reconnais sur mes contemporains est la suivante : je sais que je ne suis pas sage. Beaucoup de gens se croient sages alors qu'ils ne le sont pas. Socrate est un bon témoin de la sagesse parce qu'il sait qu'il ne sait rien, il sait qu'il n'est pas sage.

Cette histoire pourrait être transposée pour chacune des valeurs. Voici comment. Dans la mesure où quelqu'un sait qu'il n'est pas juste, mais si cette personne agit pour la justice, alors elle est un bon témoin de la justice. Alors dans le dialogue avec elle je puis être éveillé à une plus grande justice.



Telle est finalement la question : s'il ne suffit pas d'un discours sur la justice, si la valeur n'est pas dans des livres, si nul ne peut vraiment s'identifier à la valeur, alors comment est-il possible de la connaître, de la découvrir ? La réponse est dans ce dialogue avec celui qui sachant qu'il n'est pas juste, conscient de sa distance par rapport à cette valeur, lutte au service d'une justice plus grande. Alors, si j'entre en dialogue avec cette personne, mon regard intérieur sera orienté, aimanté dans la bonne direction, et j'apercevrai le sens de la vraie justice.

Fundação Cuidar o Futuro

On voit par là qu'il n'est pas faux se pencher à une véritable initiation à la valeur. Celle-ci n'est pas le contenu d'un savoir que quelqu'un posséderait et pourrait alors transmettre. Précisons cela : Une situation sociale injuste ne nie pas d'elle-même qu'elle est injuste. Et j'aurais beau avoir lu tous les traités de morale, il n'est pas sûr que je dénoncerai grâce à cela l'intolérable injustice d'une



situation sociale. Comment accède-t-on à la valeur ? Comment voit-on que le concret est en défaut par rapport à la valeur ? Tout se passe comme si je devrais toujours ici et maintenant créer la valeur. La conscience éthique suppose une création, ou du moins une découverte. Comment est-elle possible ? La plupart du temps ce sont les paroles d'une personne, qui sans se prendre elle-même pour juste, a dénoncé l'injustice et agit contre elle, qui m'éveillent à l'intolérable et m'incitent à l'action.

B

Fundação Cuidar o Futuro

Pour l'instant, j'ai évoqué les valeurs d'une manière générale. Mais en réalité, il faudrait distinguer deux lieux d'émergence des valeurs : la conscience personnelle et la société. C'est retrouver l'idée des deux sources de la morale développées par un auteur trop peu lu aujourd'hui : Bergson.

Il y a une source personnelle de la valeur. Cette idée est répandue. Chacun veut être l'auteur ou le créateur des valeurs qu'il servira. Je dirai



que toute vie morale suppose l'adhésion libre à la valeur. Sans liberté, on ne peut parler de conscience morale.

Cependant, on posea par ailleurs qu'aucune vie sociale n'est possible sans valeurs communes. C'est alors la société elle-même, à travers des institutions, qui assure la reconnaissance de certaines valeurs. La vie sociale ne peut pas exister seulement dans une régulation par les lois, par les contraintes, voire par la menace des sanctions pénales. Il lui faut pour ne pas se dégrader voire s'effondrer une certaine régulation par des références morales communes. Prenons que même dans une société démocratique, les valeurs ne peuvent pas émerger d'un scrutin. Une société ne choisit pas ses valeurs comme elle choisit d'un président. Comment s'établissent ~~les~~ valeurs dans une société démocratique ? Il n'y a pas une religion majoritaire qui aurait l'autorité pour les imposer. On ne peut même pas s'appuyer sur une religion civile.

Une réponse est souvent donnée à cette interrogation : les valeurs communes ont pour fondement l'universel. La raison présente en chacun est capable de reconnaître qu'il y a des exigences qui s'imposent



à toute conscience humaine en tant qu'humaine. Il y a une certaine idée de l'humanité qui dépasse la pluralité des cultures, et leur relativité. Ainsi, toute conscience humaine peut reconnaître que le meurtre est un acte universellement condamnable. De même, la pratique de la torture déshumanise le tortionnaire en même temps que sa victime. Dans cette immense question des relations des humains entre eux que chaque société doit traiter, il y a donc la possibilité de se référer à des principes qui à défaut d'être universellement reconnus en fait, s'imposent en droit à la conscience de tout humain.

J'admets cette idée de l'universel. J'apporterai pour preuve de sa possibilité l'idée même des droits de l'homme, car celle-ci repose sur l'idée qu'il y a une unité du genre humain. Cependant je ne pense pas que les valeurs communes nécessaires puissent se limiter à ce que disent les droits de l'homme. Un exemple est évident : la nocivité sociale du vol n'est pas clairement affirmée dans les droits de l'homme. Et ceux-ci ne peuvent pas du mensonge. On ne peut pas, ~~car~~ d'ailleurs fonder une morale commune uniquement sur des droits.



Ajoutons que la conscience de l'universel, la réduction des
 valeurs communes à l'horizon de l'universel manque
 un échelon essentiel : le lien entre l'individu et une
 communauté historique, l'inscription dans un sujet
 collectif historique. Or, cette inscription est une
 donnée culturelle qui entre, nous le verrons, dans la
 construction de la citoyenneté. En ce sens, elle dépasse
 le champ des valeurs. Mais l'appartenance à une
 société se traduit en des valeurs dont la source est
 le lien affectif, l'attachement au bien commun
 de la collectivité. Cet enracinement, cet amour de
 la société est la source de la solidarité, de
 la fraternité qui entretiennent la cohésion sociale.
 A cette époque où la référence à la mondialisation
 est pourtant évoquée comme un idéal universel, il
 est essentiel de rappeler que l'individu des
 démocraties est membre de la collectivité humaine
 par l'intermédiaire des sociétés historiques.
 Cette appartenance particulière est source de
 certaines valeurs communes.



A ce stade de la réflexion, il y aurait à examiner comment peuvent s'articuler les deux domaines d'émergence des valeurs, le domaine de la personne, le domaine de la collectivité. A mai sans une première réponse d'une grande netteté peut être apportée : si il n'y a pas en éducation morale personnelle, construction d'un choix personnel et libre par rapport aux valeurs, la référence à des valeurs communes n'a pas d'autre sens que verbal. Autrement dit, en matière d'éducation morale, l'urgence est dans la culture éthique de la personne, dans la structuration du supér-moral individuel.

Fundação Cuidar o Futuro



II

Implications du lien citoyenneté et démocratie

Comme la notion de valeurs, la citoyenneté est un terme qui est devenu très à la mode. Un autre point commun entre ces deux mots est l'urgence d'une clarification de leur sens. Après ce qui vient d'être dit sur les valeurs, nous nous ne disons pas que l'idée de citoyenneté gagne en clarté si l'on admet qu'elle se réfère à des valeurs. La question est bien de savoir comment la citoyenneté se réfère à des valeurs, et aussi comment la référence aux valeurs ne suffit pas à définir la citoyenneté.

1

Dans ce premier essai de définition, on essaiera de dépasser l'apparence qui rapproche citoyenneté et individu, qui réduit la citoyenneté à la possession de droits. Or, il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste de philosophie politique pour comprendre que la citoyenneté vise toujours au dépassement de l'individu par son appartenance à un certain type de corps politique. Précisons : il y a citoyen dans le cadre d'une certaine manière d'instituer le pouvoir politique dans une société. En ce sens, la citoyenneté suppose certes une certaine appartenance à la société, mais l'appartenance à une dictature ou à un État totalitaire



15

ne fait pas le citoyen. Bref, l'idée de citoyenneté et celle de démocratie n'ont de sens que l'une par l'autre, les deux ensemble.

On insistera ici non pas sur la démocratie comme idéal d'égalité et de liberté, mais comme société où la question du pouvoir est fondamentalement rendue à la décision de l'ensemble des humains. Bref ici le citoyen, comme participant au laps politique est membre du souverain. La démocratie c'est le peuple souverain. Ce souverain collectif est la communauté des citoyens. Car chaque citoyen n'est pas souverain comme individu séparé, mais avec les autres, comme participant à la formation d'une volonté générale.

Dans une démocratie, les décisions concernant le devenir de la société ne sont légitimes que dans la mesure où elles émanent de la volonté générale, à laquelle chaque citoyen participe. En droit, nulle instance ne peut s'ériger en tuteur au dessus du peuple des citoyens pour décider à sa place. On sait qu'en pratique, le citoyen ne pouvant pas consacrer tout son temps à la chose publique, il délègue sa responsabilité tout en en gardant la maîtrise, du moins en principe. Le citoyen n'est pas simplement le membre d'une cité, il co assume la



16

responsabilité des décisions politiques et notamment de la loi. Éclairée de cette façon, la question du citoyen soulève une certaine urgence : comment faire pour que par le biais des délégations diverses l'exercice de la citoyenneté ne se limite à des scrutins auxquels le citoyen se décharge de sa participation à la souveraineté. La question sera aussi : à partir de quel niveau de dépossession du citoyen celui-ci n'a plus qu'une existence verbale ?

20

Nous avons lié la citoyenneté à l'appartenance à une société. Qu'est-ce à dire : s'agit-il d'une ville, d'une région, de l'état, ou plus ? L'appartenance à une société peut se décomposer en plusieurs niveaux. On est devant une série d'appartenances emboîtées, et à chaque fois on peut définir un certain niveau de citoyenneté. On pourrait faire le schéma d'une série de cercles concentriques où le plus petit serait la cité ou le quartier et le plus grand, le monde. Entre les deux on aurait le cercle de la région, ou celui des associations, des communautés professionnelles, ensuite il y aurait celui de l'état ou communauté historique ;



17

au dessus de celui-ci, le cercle d'une communauté
de nations comme l'Europe. Il s'agit d'un emboîte-
ment parce que les cercles s'ajoutent les uns aux
autres sans s'annuler. Chaque ~~niveau~~ cercle d'appar-
tenance crée un niveau de citoyenneté.

Une telle présentation des choses permet d'éclairer
trois idées essentielles :

1°) Il ne faut pas penser ces divers niveaux de citoyen-
neté en opposition les uns avec les autres, on dans
une radicale indépendance. En réalité chacun
d'eux est censé pouvoir médiatiser les autres, c'est
à dire y conduire. Car si l'on réfléchit sérieuse-
ment sur chaque niveau, on s'aperçoit qu'il a besoin
successivement de tous les autres pour déployer tout
son sens.

2°) Donc, il faut penser les cercles de la
citoyenneté les uns les autres en relation.

3°) Mais contrairement à une dangereuse illusion
répandue de nos jours, entre la région et l'Europe,
il ne faut pas, au stade historique où nous
sommes négliger la citoyenneté comme appartenance
à une communauté historique, à une nation, à
un Etat. Tout affaiblissement de cette instance de
la communauté historique produira un dangereux
état de crise dans chacune de nos sociétés.



Les régions ne sont nulle part les instances de taille¹⁸
à résister aux forces économiques mondiales qui leur sont
à elles mêmes font éclater la vie sociale, créent
des tensions portées de guerres. Au stade actuel,
l'effacement des États serait un écueil affaiblisse-
ment de la démocratie et de la citoyenneté. On
venait alors revenir au premier plan les anciennes
identités ethniques, barbares, sectaires passimelles &.
C'est pourquoi je propose cette idée que l'instance
de l'État reste un niveau essentiel de la
citoyenneté, un facteur d'équilibre pour la
paix et, la liberté, la démocratie.

Fundação Cub3dar o Futuro



Derrière la notion de citoyenneté se pose
donc la question des appartenances ou encore celle
de la cohésion des sociétés. Il me faut ici critiquer
une confusion souvent faite. Parce que on appelle
démocratie une société démocratique on en vient à
penser que les termes société et démocratie sont
parfaitement synonymes. Certes, la démocratie est
la forme du politique qui donne son plein épanouis-
sement à la citoyenneté. Mais précisément la cito-
yenneté n'exprime pas la totalité de la sociabilité.

de la participation à la vie sociale. L'idée démocratique concerne la question du politique et du pouvoir dans une société. Mais sauf à revenir au catéchisme du président MAO, on ne peut pas dire: tout est politique dans une société. La notion de citoyenneté n'a pas de sens dans toutes les sphères de la vie sociale: on n'est pas citoyen de sa famille, dans son école, dans l'entreprise où l'on travaille. Et réciproquement il est ridicule de traiter une école comme une entreprise ou la société comme si elle se réduisait au marché.

Bref, une conséquence est à tirer: pour qu'il y ait démocratie, pour que l'individu y soit citoyen, déployant ainsi pleinement sa liberté, encore faut-il, tout d'abord, qu'il y ait une société. Là où la société explose il n'y a plus de démocratie possible. Nous arrivons alors à cette question centrale: comment et à quelle condition la société se maintient-elle comme corps? Comment éviter qu'elle s'effrite en micro communautés ethno culturelles ennemies? Comment assurer la représentation de l'espace social dans une unité, notamment symbolique de telle manière que chacun reconnaisse les



1

20

autres comme membres d'un même monde humain,
d'une même société où l'on puisse être concitoyens ?

Ces questions sont trop vastes pour ma modeste
intervention. Elles reçoivent assez souvent une réponse
qui, à mon sens, fait problème. On nous dit: ce sont
les valeurs communes, ou mieux, les valeurs universelles
qui sont la solution. J'ai montré tout à l'heure
que les valeurs communes sont la condition même
d'une vie sociale qui s'échappe à la barbarie, à
l'inhumanité. Quant aux valeurs universelles, elles
ont aussi cette finalité. Mais donner une réponse
d'ordre purement éthique, à la question de la
cohésion de la société, c'est avec les meilleures
intentions du monde vouloir faire l'impasse sur
la délicate question des identités collectives.

La prise en compte de la dimension éthique dans
la conscience commune, dans ce qui soude une société
ne doit pas conduire à oublier que le corps social
est aussi constitué d'éléments culturels communs.
L'unité de la société se représente à travers des
relations culturelles avec un territoire, des
souvenirs, des monuments qui permettent de
repérer un espace commun. Elle est aussi faite
d'un rapport au passé, à l'histoire, bref d'une



mémoire commune. Cette mémoire se recompose normalement à chaque génération, à l'occasion de la nécessaire éducation. Une société, c'est aussi une mémoire, une durée, parfois longue, avec des drames dont il est nécessaire de garder le souvenir, avec des événements fondateurs où la collectivité a trouvé du sens à la vie commune, où elle s'est formée comme collectivité historique, située dans une histoire plus vaste, celle du monde. Et c'est ainsi que par delà les identités ethniques et religieuses s'est constituée cette référence nécessaire du citoyen moderne, la nation comme communauté des citoyens.

Ce qui compose aussi une société, d'un point de vue culturel, ce sont des mouvements, des œuvres d'art, des textes, des récits, des héritages culturels qui sont vécus comme dans la mémoire comme significatifs d'une identité collective, d'une richesse d'humanité qui pourrait nourrir l'humanité de demain.

Cette représentation du social au plan culturel sentient aussi des symboliques. Et par là part j'ai continué d'articuler l'idée démocratique avec l'idée républicaine. Celle-ci vise la



représentation du corps de la société dans sa durée, comme totalité à laquelle donne accès l'idée de citoyen. Cette idée de république n'est pas contradictoire mais complémentaire pour la démocratie. Bien entendu, dans une époque où trop souvent la politique est réduite à la gestion, cette recherche d'une représentation symbolique de la totalité à laquelle se réfère le citoyen peut paraître désuète. Et, dis-je, le souligner, cette réflexion ne vise aucunement à méconnaître l'enjeu économique des sociétés. L'idée était simplement de réagir contre l'illusion qu'une société peut se définir uniquement sur le plan économique, ce qui serait d'ailleurs vider de sens la citoyenneté. Au fond, notre réflexion vise à mettre en évidence quelque chose de très négligé aujourd'hui: il y a des conditions culturelles à la survie de la démocratie, à côté des conditions strictement éthiques. On peut même ajouter que sans les conditions culturelles, la référence même à des valeurs perd son sens.



La citoyenneté entre éthique et politique

Le titre de cette dernière étape indique une tension nécessaire dont le citoyen doit apprendre à être le lieu. La réflexion de philosophie morale sur les valeurs apparaît comme décalée par rapport à une réflexion sur le citoyen. C'est une tension du même genre que décrit Max Weber entre l'éthique de responsabilité et l'éthique de conviction. Et c'est un fait que l'on peut décrire un schéma classique, celui du chemin que fait le jeune citoyen quand venu à la politique avec l'idéal d'un service de la collectivité, il évolue, tout en gravissant les échelons de la responsabilité politique, vers la réflexion parfois exclusive aux nécessités de conserver le pouvoir.

On peut évoquer un modèle de citoyen : celui-ci ne se contenterait pas d'être électeur. Il participerait vraiment aux divers cercles de la citoyenneté, en agissant dans des associations, dans un parti politique aussi car ceux-ci sont un médiateur essentiel de la vie démocratique. Bref, sans vouloir faire motif de la politique, il assumerait une participation à la vie politique. Il ferait partie de cette minorité



24

actives de citoyens grâce à laquelle les partis politiques sont beaucoup plus qu'un simple club d'élus vire de politiques professionnels.

La question à poser est évidemment celle-ci: quel est le pourcentage de ces citoyens actifs qui est indispensable, faute de quoi le système démocratique est assés de périr? Car, faut-il le souligner? l'une des fonctions essentielles du citoyen actifs est de permettre la simple survie de la démocratie. Or, la démocratie effective celle que nous pratiquons dans nos sociétés réelle menace l'existence de ces citoyens actifs, et ceci de plusieurs façons. Voyons quelques unes de ces menaces.

La première est le moralisme. Le débat politique se de plus en plus abandonné le terrain des vrais choix politiques. Aujourd'hui, les discours politiques tendent à être des leçons de morale à l'opinion. L'invocation des valeurs a envahi la parole politique, remplaçant peu à peu l'obligation pour l'homme politique de proposer un choix d'avenir pour la collectivité ou le choix entre plusieurs possibles. La rhétorique du moralisme a remplacé la parole politique. On a vu parfois des discours de type humanitaire remplacer la politique internationale. Or, si la pratique du politique est comme toute activité humaine



susceptible d'un examen éthique, d'être examinée du point de vue des valeurs, l'action politique a son épaisseur propre, ses exigences, ses contraintes. La référence verbale à des valeurs ne suffit pas à constituer l'action. On dirait que chez certains le moralisme a aujourd'hui pris la place de l'idéologie révolutionnaire qui servait autrefois de référence.

Ce moralisme s'est répandu aussi du côté du citoyen. Il ne signifie aucunement un progrès du rôle des valeurs dans l'action politique. On l'a vu : ce n'est pas le discours sur les valeurs qui est garant d'une authentique référence aux valeurs.

Une autre menace est le cynisme. Le citoyen actif tend à être remplacé par le candidat à l'entrée dans la politique professionnelle. Du coup, la préoccupation d'une éthique de la politique, d'un service de la démocratie et de la communauté historique l'a abandonné. La fin seule fin qui le mobilise est l'accès au pouvoir, le maintien au pouvoir, - autant dire que le cynisme a remplacé toute vision éthique de la politique.

Ces deux menaces révèlent l'extrême difficulté d'une articulation juste de la préoccupation



des valeurs dans l'action politique. Trop de politiques priveraient l'esprit de la démocratie en réduisant le débat démocratique à la fonction de séduction de l'opinion, à la démagogie.

Le recul d'une préoccupation par rapport au type de citoyen nécessaire dans la démocratie se manifeste aussi dans les carences de l'éducation.

La culture scolaire échoue devant l'urgence d'une prise en charge de l'éducation du citoyen. Celle-ci est trop souvent confondue avec une vague éducation morale. Or toute notre réflexion tend à montrer qu'il faut distinguer les deux afin que la question éthique prenne place dans la pratique politique.

Une autre piste pour notre réflexion consisterait à montrer que l'idée démocratique elle-même est fondée sur des valeurs, elle ne se réduit pas à un formalisme vide. Elle s'appuie sur la liberté, sur la fondamentale égalité humaine, qui sont des valeurs. Elle est conduite à ce fondement sur des valeurs, faute de quoi elle laisse s'obscurcir sa légitimité.



Pour conclure, je reviendrais rapidement sur ce qui a permis dans ce siècle l'émergence de citoyens actifs. Je veux parler de cette véritable culture de l'engagement qui inspirait aussi bien les catholiques, que les Communistes ou les disciples de SARTRE. E. MOUNIER, le fondateur d'ESPRIT fut l'un des penseurs importants de cette culture de l'engagement dans laquelle étaient distincts les niveaux éthique, politique, technique etc... mais en même temps cette culture savait articuler les différents niveaux. Je pense que c'est aujourd'hui d'une grande urgence que de se tourner vers des penseurs qui comme MOUNIER suient illustrer cette culture de l'engagement dans et par la cité.

